



« En matière de dépenses publiques régionales et de taxation, l'opportunisme électoral n'a pas de couleur politique »

Chercheur à EconomiX, Hugo Oriola s'intéresse à l'impact des cycles électoraux sur la dépense publique régionale et la politique fiscale. Ces travaux, portant sur 25 pays de l'Union européenne entre 1995 et 2020, montrent de fortes interactions, que les dirigeants appartiennent à des partis de droite ou de gauche.

Dans votre dernier document de travail, coécrit avec Antonia Lopez-Villavicencio, vous avez étudié les évolutions des dépenses publiques au niveau régional dans l'Union européenne, avant et après les scrutins électoraux nationaux. Pourquoi ce choix ?

Nous avons cherché à déterminer si, dans les principaux pays de l'Union européenne, la dépense publique était impactée, à la hausse ou à la baisse, dans les douze mois qui précèdent ou qui suivent les cycles électoraux. Il nous semblait en effet intéressant d'observer si les gouvernements en place avaient tendance ou non à augmenter les dépenses avant les scrutins pour faciliter leur reconduction. Et si ceux qui remportaient les élections usaient aussi de ce levier pour tenir leurs promesses de campagne et remercier ceux qui les avaient élus.

Pourquoi avez-vous concentré vos analyses sur les dépenses au niveau régional ?

Parce qu'il nous a semblé plus facile pour les décideurs d'activer des dépenses au niveau des territoires. Au fil des années, les pays membres de l'Union européenne se sont en effet dotés de règles budgétaires et d'endettement qui les contraignent et limitent leurs capacités à ouvrir en grand les robinets de la dépense. Les marges de manœuvre nous paraissent potentiellement plus grandes au niveau des territoires car la dépense publique peut plus facilement y passer sous les radars.

On peut donc penser qu'il pourrait exister des sortes de transfert des dépenses publiques, de l'échelle nationale vers celle locale. Nous avons donc voulu y voir plus clair, en scrutant les comportements des dirigeants dans 25 pays de l'UE sur la période allant de 1995 à 2020. Avec l'idée de regarder si la couleur politique avait une influence, ou le fait que le scrutin soit planifié de longue date ou anticipé de manière abrupte.

Vos recherches permettent-elles de conclure que les cycles électoraux influencent les dépenses publiques régionales ?

Absolument. Nous avons pu observer qu'en moyenne, la survenance des élections nationales se traduisait par une augmentation de la dépense publique sur les territoires ainsi que par une diminution des recettes fiscales. Mais il y a une assez forte hétérogénéité selon les pays. Les impacts sur la dépense publique s'avèrent ainsi très forts en Pologne et en Tchéquie mais quasi nuls en France, en Belgique, en Irlande, en Grèce ou aux Pays-Bas. En ce qui concerne la taxation des revenus, on peut voir que les pays ayant une situation budgétaire solide tendent davantage à activer ce levier. C'est le cas de l'Autriche, de la Belgique, de l'Italie mais aussi de la Suède, de l'Irlande ou du Portugal. En revanche, les pays avec des règles fiscales strictes comme la France, l'Allemagne ou la Roumanie sont moins enclins à recourir à ce type de procédé.

Les dirigeants de gauche et de droite adoptent-ils les mêmes comportements lors des cycles électoraux ?

En matière de dépenses publiques régionales et de taxation, l'opportunisme électoral n'a pas de couleur politique ! Pour ce qui est des partis de droite, ils ont tendance à se retenir de mettre en place un cycle en utilisant les dépenses régionales lorsque les règles budgétaires sont contraignantes. Dans ce cas, ils privilégient la baisse des taxes. Au contraire, les candidats de gauche ont, eux, tendance à utiliser les règles budgétaires et la contrainte qu'elles représentent pour mettre en place un cycle sans perdre en légitimité auprès des électeurs. Précisons que nous n'étudions pas les candidats centristes et indépendants, faute de données suffisantes.

Vos travaux vont-ils avoir une suite ?

Oui, nous avons lancé de nouvelles recherches. Nous essayons d'affiner nos résultats en observant les comportements, par tranches de 6 mois, dans les 24 mois qui précèdent et suivent les élections. Et nous menons également des travaux spécifiques sur l'Allemagne. Le pays nous intéresse particulièrement du fait de son organisation politique très décentralisée, avec des régions très puissantes. Nos premiers résultats suggèrent que les manipulations peuvent y être très fortes, avec des conflits exacerbés entre les différents niveaux de prise de décision.